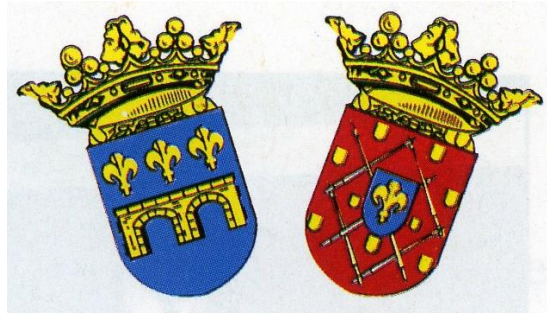


DEPARTEMENT DU VAR

COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

25, Avenue de la Gare
83720 TRANS EN PROVENCE

Tél. : 04.98.10.43.20 ~ Fax. : 04.98.10.43.29

RÉFECTION DU TERRAIN MULTISPORTS ET D'UN ESPACE SPORT « STREET-FITNESS »

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

POUVOIR ADJUDICATEUR : COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

Mairie – 25 avenue de la Gare
83720 TRANS EN PROVENCE

TEL: 04.98.10.43.24

Remise des offres fixée au : **vendredi 23 août 2024 à 12h00**

Le présent CCAP comprend 19 pages dont la page de couverture.

SOMMAIRE

ARTICLE 0. PRÉLIMINAIRE : ENTREPRISES GROUPEES.....	5
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1.1. Objet du marché – Domicile du titulaire	6
1.2. Décomposition en tranches et en lots	6
1.3. Variantes	6
1.4. Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion- Contrôle de prix de revient	6
1.5. Forme et durée.....	6
1.6. Maîtrise d'ouvrage – Maîtrise d'œuvre	6
1.7. Contrôle technique.....	7
1.8. Coordination Sécurité - Protection de la santé.....	7
1.9. OPC.....	7
1.10. Sous-traitance	7
1.11. Cotraitance	7
1.12. Ordre de service	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	7
A - Pièces particulières.....	7
B - Pièces générales	8
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATIONS DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	8
3.1. Répartition des paiements.....	8
3.2. Tranche(s) conditionnelle(s)	8
3.3. Répartition des dépenses communes de chantier	8
3.4. Contenu des prix- Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes – Travaux en régie.....	8
3.4.1. Contenu des prix.....	8
3.4.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise.....	9
3.4.3. Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
3.4.4. Obligations particulières du titulaire	9
3.4.5. Travaux en régie.....	9
3.4.6. Règlement des comptes - paiements	9
3.4.7. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine	9
3.4.8. Approvisionnements.....	9
3.5. Variation dans les prix	9
3.5.1. Type de variation des prix	9
3.5.2. Mois d'établissement des prix	10
3.5.3. Choix des index de référence.....	10
3.5.4. Modalités de variation dans les prix.....	10
3.5.5. Variation des frais de coordination	10
3.5.6. Variations provisoires	10
3.5.7. Application de la taxe à la valeur ajoutée.	10
3.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants	10
3.6.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.	10
3.6.2. Modalités de paiement direct par virements.	11
3.6.3. Mode de règlement.....	11

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	11
4.1. Durée du marché de travaux	11
4.2. Délai(s) d'exécution des travaux.....	11
4.3. Délai(s) d'intervention d'urgence.....	11
4.4. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	12
4.5. Calendrier détaillé d'exécution	12
4.6. Marchés à bons de commande	12
4.7. Prolongation du délai d'exécution	12
4.8. Pénalités pour retard - Primes d'avances	12
4.8.1. Pénalités pour retard.	12
4.8.2. Absences aux réunions.....	12
4.8.3. Infractions aux prescriptions de chantier	13
4.8.4. Primes d'avances	13
4.8.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
4.8.6. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	13
4.8.7. Pénalités diverses.....	13
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
5.1. Garantie financière :.....	13
5.2. Avance forfaitaire	14
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
6.1. Provenance des matériaux et produits.....	14
6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	14
6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	14
6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	15
ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES	15
7.1. Piquetage général.....	15
7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	15
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	15
8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	15
8.2. Plan d'exécution -Notes de calculs - Etudes de détail	15
8.3. Mesures d'ordre social - Réglementation du travail.....	15
8.4. Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers	16
8.4.1. L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le Maître de l'ouvrage :	16
8.4.2. Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur :	16
8.4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :	16
8.4.4. Signalisation des chantiers :	17
8.4.5. Réglementations particulières.....	17
8.4.6. Restrictions des communications.....	17
8.4.7. Engins explosifs	17
8.4.8. Utilisation des voies publiques	17
8.4.9. Autorisations administratives	18
8.4.10. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	18
ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	18

9.1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	18
9.2.	Réception	18
9.3.	Prise de possession anticipée ou parties d'ouvrages	18
9.4.	Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrages	18
9.5.	Documents fournis après exécution.....	18
9.6.	Délais de garantie.....	18
9.7.	Garanties particulières.....	18
9.8.	Assurances	19
ARTICLE 10.	PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	19
ARTICLE 11.	RESILIATION DU MARCHE.....	19
ARTICLE 12.	DEROGATIONS.....	19

ARTICLE 0. PRÉLIMINAIRE : ENTREPRISES GROUPÉES

Il sera admis une entreprise individuelle ou groupement d'entreprises solidaires.

Au sens du présent marché, des entreprises sont considérées comme groupées si elles ont souscrit un acte d'engagement unique.

Les entreprises groupées sont solidaires lorsque chacune d'elles est engagée pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; si l'une d'entre elles désignée dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entreprises solidaires, vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché. Si le marché ne désigne pas l'entreprise mandataire, celle qui est citée la première dans l'acte d'engagement est considérée comme le mandataire des autres entreprises.

En cas d'erreur des candidats quant à la forme juridique de leur groupement (présentation des candidatures sous forme d'un groupement conjoint) et pour le cas où leur offre serait retenue au terme de la procédure, ces derniers sont avisés qu'ils seront mis dans l'obligation de procéder à la transformation nécessaire lors de la mise au point du marché : groupement solidaire.

La même entreprise peut faire partie de plusieurs groupements concurrents à condition de ne pas être plus d'une fois mandataire.

La composition du groupement ne peut être modifiée une fois les candidatures et les offres remises.

Dès la notification du marché, le titulaire du marché (ou le mandataire) désigne nommément la personne physique qui le représentera auprès du pouvoir adjudicateur et du responsable du service technique de la Ville de Trans-en-Provence pour tout ce qui concerne l'exécution des prestations.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché – Domicile du titulaire

Objet du marché :

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent :

RÉFECTION DU TERRAIN MULTISPORTS ET D'UN ESPACE SPORT « STREET-FITNESS »

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Domicile du titulaire

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au siège de MAIRIE – 25 Avenue de la Gare – 83720 TRANS-EN-PROVENCE jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est ni décomposé en tranches, ni en lots.

1.3. Variantes

Le marché ne comporte pas de variante.

1.4. Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion- Contrôle de prix de revient

Sans objet.

1.5. Forme et durée

Le présent marché est conclu pour la durée des travaux.

La date de démarrage prévisionnelle est précisée dans l'acte d'engagement.

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution des travaux précisé par le candidat.

L'exécution de la période de préparation débute à compter de la date de notification du marché.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

1.6. Maîtrise d'ouvrage – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

MAIRIE DE TRANS EN PROVENCE – SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX

Représentée par le Directeur des Services Techniques

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

MAIRIE DE TRANS EN PROVENCE – SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX
Représentée par le Directeur des Services Techniques

1.7. Contrôle technique

Sans objet.

1.8. Coordination Sécurité - Protection de la santé

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif estimé appelé à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération sous le régime d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) joint au présent dossier d'appel d'offre.

Le candidat adjudicataire aura à le compléter pendant la période de préparation avant le début des travaux.

1.9. OPC

Sans objet.

1.10. Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon des modalités définies au CCAG travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (CCAG Travaux).

1.11. Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement solidaire et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre.

1.12. Ordre de service

Un ordre de service de démarrage sera transmis pour le début des travaux du présent marché.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- Le Plan de Prévention des Risques (PPR),
- Le PV de visite,
- Les plans nécessaires à la bonne compréhension du projet

B - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.2 :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) arrêté du 08/09/2009.
- Avis technique et normes françaises en vigueur

Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATIONS DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses cotraitants ou ses sous-traitants éventuels.

3.2. Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans Objet

3.3. Répartition des dépenses communes de chantier

Sans Objet.

3.4. Contenu des prix- Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes – Travaux en régie

3.4.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux (cf. RC article 2.10.3 visite sur site).

3.4.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

3.4.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

3.4.4. Obligations particulières du titulaire

Le titulaire du marché fournira **obligatoirement** un plan d'exécution, un programme détaillé d'exécution des travaux et un plan d'installation de chantier **avant le démarrage des travaux**.

3.4.5. Travaux en régie

Pas de stipulation particulière.

3.4.6. Règlement des comptes - paiements

Les paiements seront effectués au fur et à mesure de l'avancement des travaux réalisés et après chaque réception de chantier.

Les projets de décompte mensuels seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux.

Ces projets de décompte seront transmis par l'entrepreneur au maître d'œuvre par mail à l'adresse (c.huchet@transenprovence.fr) .

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

3.4.7. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.4.8. Approvisionnements

Pas de stipulation particulière.

3.5. Variation dans les prix

3.5.1. Type de variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs et ne subiront donc ni d'actualisation, ni de révision.

3.5.2. Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la date limite de la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

3.5.3. Choix des index de référence

Sans objet.

3.5.4. Modalités de variation dans les prix

Sans objet.

3.5.5. Variation des frais de coordination

Sans Objet.

3.5.6. Variations provisoires

Sans Objet.

3.5.7. Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique,
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L324-10, L324-6, L125-1, et L125-3 du code du travail.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Le compte à créditer,
- Le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8.4.3 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

3.6.2. Modalités de paiement direct par virements.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'acte d'engagement.

Le mandataire doit également apposer sa signature sur l'attestation de paiement direct fournie par le cotraitant lorsque ce dernier a sous-traité une partie de l'exécution de son contrat.

Pour les sous-traitants, admis au paiement direct, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6.3. Mode de règlement

Conformément à l'article 12 du CCAG travaux.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. Durée du marché de travaux

Le présent marché est conclu pour la durée des travaux.

4.2. Délai(s) d'exécution des travaux

La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 2 mois.

La durée des travaux sera précisée par le candidat dans l'acte d'engagement article 4.3 (fait partie des critères délais).

4.3. Délai(s) d'intervention d'urgence

Le délai d'intervention d'urgence sera précisé dans l'acte d'engagement à l'article 4.4 (ne fait pas parti des critères délais).

4.4. Calendrier prévisionnel d'exécution

L'entreprise remettra un calendrier prévisionnel des travaux à la remise de son offre (fait partie des critères techniques).

4.5. Calendrier détaillé d'exécution

L'entreprise remettra un calendrier détaillé d'exécution des travaux lors de la période de préparation (fait partie des critères techniques).

4.6. Marchés à bons de commande

Sans Objet.

4.7. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-après dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt sur le chantier :

Nature du Phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	100 mm	sur 24 h
Vent	100 km/h	-
Gel	- 4° C	-

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :
station météorologique du Cannet des Maures et/ou Draguignan.

Il est rappelé que, conformément à l'arrêté du 9 juin 1993 du Ministère du Travail, l'utilisation d'une grue est interdite dès que le vent atteint la vitesse de 70 km/h.

4.8. Pénalités pour retard - Primes d'avances

4.8.1. Pénalités pour retard.

L'entrepreneur titulaire subira par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de **100 € HT** par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux.

4.8.2. Absences aux réunions

Les réunions de chantier auront lieu aussi souvent que nécessaire, au jugement du maître d'œuvre. Celui-ci se réserve le droit d'effectuer toutes visites et investigations, inopinées ou non, qu'il jugera nécessaire pour s'assurer que les travaux et les fournitures sont conformes aux dispositions du marché.

La présence de l'entrepreneur est **obligatoire** à tous les rendez-vous de chantier auxquels il aura été convoqué. Chaque absence sera pénalisée par une retenue de **50 € HT**, à déduire de l'acompte versé à l'entreprise défaillante. Sauf cas de force majeure, sont considérés comme absence :

- Retard de plus d'un quart d'heure ;
- Représentation de l'entreprise par une personne non qualifiée.
-

4.8.3. Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4.8.1 et 4.8.2 et avec lesquelles elles se cumulent.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, les pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite, d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

L'infraction suivante (a), outre l'application de la pénalité entraîne un arrêt de chantier tant que le danger ou l'infraction demeure, sans que l'entreprise ne puisse se prévaloir d'une indemnité. En outre l'entrepreneur devra remédier sans délai au fait générateur du danger ou de l'infraction.

- a) En cas de non déclaration par le mandataire d'une entreprise intervenant sur le chantier en qualité de sous-traitant, fournisseur ou de loueur : **500 € H.T. par constat,**
- b) En cas de non suivi et/ou application des prérogatives du PPR : **500 € H.T. par constat,**

Les infractions suivantes c) et d), entraînent l'application de pénalités :

c) Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones réglementaires dûment autorisées : **400 € H.T./jour**

d) Absence de dispositions pour exécuter le nettoyage des chaussées circulées dans un délai de deux heures après injonction du maître d'œuvre : **200 € H.T. par constat**

4.8.4. Primes d'avances

Sans objet.

4.8.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont réputés compris dans le délai d'exécution des travaux.

4.8.6. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux.

4.8.7. Pénalités diverses

Sans objet.

ARTICLE 5. **CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

5.1. Garantie financière :

Une retenue de garantie de 5% est exercée sur le montant des factures par le comptable assignataire des paiements *article R 2191-33 du code de la Commande Publique*).

En application de l'article R 2191-36 à R 2191-42 du code de la Commande Publique, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle ou solidaire. Le montant de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire ne peut être supérieur à celui de la

retenue de garantie qu'elles remplacent. Leur objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elles remplacent.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la première demande de paiement.

En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie est prélevée.

En application de l'article R 2191-36 du Code de la Commande Publique, il est à noter que dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard au jour où le titulaire remet la première demande de paiement, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

5.2. Avance forfaitaire

Sauf refus du titulaire, une avance est versée à l'entrepreneur dans les conditions prévues à l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique.

Sous réserve des dispositions de l'article R 2191-7 du Code de la Commande Publique relatif à la sous traitance, cette avance est égale à 5 % du montant minimum si la durée est inférieure ou égale à douze mois.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le Maître d'ouvrage pourra éventuellement fournir certains matériaux et produits.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

L'entrepreneur devra, sans supplément de prix, assurer la prise en charge, la manutention et la conservation des mobiliers urbains, plaques de rues et signalisation verticale, qui sont à enlever et à reposer dans le cadre de travaux.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Conformément au CCTP.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué en même temps que le piquetage général.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Conformément à l'article 28 du C.C.A.G travaux.

Avant le démarrage des travaux de chaque tranche, le titulaire du marché remettra le programme détaillé d'exécution des travaux de la tranche considérée.

8.2. Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Avant le démarrage des travaux de chaque tranche, le titulaire du marché remettra les plans d'exécution de la tranche considérée.

8.3. Mesures d'ordre social - Réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

8.4. Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers

Avant le démarrage des travaux, le titulaire du marché remettra :

- Son Plan de Prévention des Risques dûment complété,
- Le plan d'installation de chantier

8.4.1. L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le Maître de l'ouvrage :

- Les emplacements désignés sont mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériel et matériaux dans l'enceinte du chantier,
- Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux dans le délai prévu pour le « repliement des installations de chantier ».

8.4.2. Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel, de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel : leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

8.4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :

A/ Principes généraux :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques, désigné dans le présent CCAP sous le nom de « PPR ».

B/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants :

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31/12/1993.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre, le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

8.4.4. Signalisation des chantiers :

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur titulaire.

La signalisation des chantiers devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I : signalisation des routes, et plus particulièrement sa huitième partie : signalisation temporaire) approuvée le 15 juillet 1974.

La signalisation au droit des chantiers est entièrement à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur devra informer le Centre Technique Municipal, au moins dix jours à l'avance, des dispositions afférentes à la circulation qu'il envisage pour le chantier.

La circulation pourra être interrompue après accord du maître de l'ouvrage et suivant les dispositions qui seront définies par le maître d'œuvre avant l'exécution du chantier.

La signalisation aux extrémités des sections où la circulation sera interrompue et celle des itinéraires déviés, sera entièrement à la charge de l'entreprise et soumis à l'approbation du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur préviendra le service compétent chargé de la circulation publique, dix jours au moins avant la date de mise en service de chaque itinéraire dévié.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné sera réalisée par les soins de l'entrepreneur, soit par pilotage manuel à l'aide de piquets K10, soit par feux tricolores, en fonction des dispositions qui auront reçu l'agrément du service compétent chargé de la mise en service de chaque itinéraire dévié.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné sera réalisée par les soins de l'entrepreneur, soit par pilotage manuel à l'aide de piquets K10, soit par feux tricolores, en fonction des dispositions qui auront reçu l'agrément du service compétent chargé de la circulation publique.

8.4.5. Réglementations particulières

Les déblais seront transportés dans des sites agréés en fonction de leurs caractéristiques. Pour chaque camion de transport, une attestation du responsable du lieu de dépôt devra être fournie indiquant, le numéro minéralogique du camion, la nature de son chargement, la date et l'heure de dépôt. En l'absence de ces documents, le procès-verbal de réception ne pourra être signé.

8.4.6. Restrictions des communications

Sans objet.

8.4.7. Engins explosifs

Sans objet.

8.4.8. Utilisation des voies publiques

Les stipulations du CCAG, art. 34 sont applicables

8.4.9. Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'entreprise fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des déclarations d'intention de travaux auprès de chaque concessionnaire du domaine public, des permissions de voirie nécessaire à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires pour le montage des grues.

8.4.10. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Sans Objet.

ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou partie d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P. sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9.2. Réception

Les travaux feront l'objet d'une réception spécifique.

9.3. Prise de possession anticipée ou parties d'ouvrages

Les ordres de service précisent les ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une prise de possession anticipée par le maître de l'ouvrage.

9.4. Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrages

Les ordres de service précisent les ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une mise à disposition.

9.5. Documents fournis après exécution

Conformément au CCTP.

9.6. Délais de garantie

Conformément à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

9.7. Garanties particulières

Sans objet.

9.8. Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG Travaux.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire, ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- a) une assurance au titre de responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- b) une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 10. PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

Les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce dont l'emploi est imposé par le marché sont proposés par l'entrepreneur.

La personne publique ne garantit pas l'entrepreneur contre les revendications des tiers.

En dehors du cas prévu au paragraphe précédent, l'entrepreneur garantit la personne publique et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employé pour l'exécution du marché.

Il appartient à l'entrepreneur d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires, la personne publique ayant le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

ARTICLE 11. RESILIATION DU MARCHE

Il peut être mis fin à l'exécution du marché conformément au CCAG Travaux.

ARTICLE 12. DEROGATIONS

L'article 4.8.1 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG Travaux,
L'article 4.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 52.1 du CCAG Travaux,
L'article 8.4.9 du présent CCAP déroge à l'article 31.3 du CCAG Travaux.

L'Entrepreneur
Mention manuscrite :
« *Lu et approuvé, le* »
(cachet et signature)

Le pouvoir adjudicateur,

Le Maire de Trans en Provence